



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE
CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

Comité Migration sur les droits des personnes migrantes

Migration Committee on the Rights of Migrants

18 OCTOBRE 2022

Journée européenne des trafics humains

Sur le sujet

TRAITE DES ETRES HUMAINS EN FUITE D'UN CONFLIT

Impact de la guerre en Ukraine

La note de concept

Le 18 octobre est désigné comme la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains. Ce document conceptuel propose un séminaire/webinaire hybride qui se tiendra l'après-midi du mardi 18 octobre 2022, pour marquer cet événement.

Le thème de l'événement sera l'impact de la guerre en Ukraine sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, dans le contexte où la plupart d'entre eux sont des femmes et des enfants et courent un risque accru de devenir des victimes de la traite des êtres humains.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, les Nations unies déclarent qu'au moins 12 millions de personnes ont fui leur foyer. Parmi elles, 5,2 millions ont été enregistrées comme ayant quitté l'Ukraine, et plus de 3,5 millions ont demandé une résidence temporaire dans un autre pays.

Les pays voisins (Pologne, Moldavie, Roumanie, Slovaquie, Hongrie) ont vu la majorité des personnes quitter l'Ukraine pour l'ouest, mais l'UE ayant accordé aux Ukrainiens le droit automatique de rester et de travailler pendant un an (directive européenne sur la protection temporaire), les réfugiés se trouvent désormais dans les 27 États membres de l'UE.

La plupart de ces réfugiés (90%) sont des femmes et des enfants, car les hommes en âge de se battre sont tenus de rester en Ukraine. Pour beaucoup de ces femmes et de ces enfants, la guerre a entraîné un risque accru de traite des êtres humains, d'exploitation et d'abus, comme l'a souligné le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Mme Dunja Mijatovic, dans un mémorandum sur les conséquences de la guerre en Ukraine sur les droits de l'homme, le 8 juillet 2022.

Le Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe (2021-2025), reconnaît que les réfugiés sont particulièrement exposés à l'insécurité, à la traite et à la violence, notamment aux points de passage frontaliers, aux centres de transit, aux centres d'accueil et aux refuges. Elle recommande l'identification précoce et la protection des victimes et des personnes vulnérables à la traite et à l'exploitation.

De nombreux bénévoles et ONG se sont engagés à apporter soutien et secours aux réfugiés, en particulier aux points de passage des frontières. Bien que nécessaire et bienvenu, ce vaste afflux d'aides a ouvert la voie aux trafiquants. Les fonctionnaires et les ONG ayant une expérience dans le

domaine de la traite ont rapidement reconnu les risques et ont pris des mesures pour éduquer les autres et sensibiliser les réfugiés eux-mêmes et ceux qui les aident.

Le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains a produit une note d'orientation (GRETA (2022) 09) traitant des risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et à la crise humanitaire qui en découle. Cette note d'orientation fournit des conseils pratiques à toutes les personnes impliquées dans la prise en charge des réfugiés afin de s'assurer que les agences, les ONG, le secteur privé et le grand public sont conscients des risques de traite des êtres humains pour différentes formes d'exploitation, dans leurs relations avec les personnes fuyant la guerre en Ukraine.

L'événement prévu le 18 octobre a pour but de rassembler les expériences des personnes impliquées dans la fourniture de services aux personnes fuyant la guerre en Ukraine et en Europe. De nombreuses ONG impliquées dans le travail de soutien à ces réfugiés sont représentées dans la Conférence des ONGI. Cet événement bénéficiera de la participation des services du Conseil de l'Europe, de représentants d'assemblées locales et régionales, d'ONG et d'organismes chargés de faire respecter la loi.

L'objectif de l'événement est de découvrir le travail effectué pour protéger les personnes vulnérables à la traite, à l'exploitation et aux abus dans la situation actuelle, et d'entendre les mesures prises pour identifier et poursuivre les auteurs et les abuseurs potentiels.